



Guyane Bleue, Amazonie Bleue

Manifeste pour une doctrine franco-brésilienne de l'Atlantique Sud

INSTITUT ATLANTIQUE SUD

Texte fondateur
Paris · São Paulo · Cayenne — Juillet 2026

Antoine Bachelin Sena — Président Fondateur, Directeur de la Stratégie.
Arthur Machado — Vice-Président, Directeur des Relations Internationales & Partenariats.
Renato Giraldi — Directeur Développement Commercial & Institutionnel.

www.institutatlantiquesud.org

I. Le pont

Il existe un pont entre l'Union européenne et le Brésil.

Il enjambe le fleuve Oyapock, entre Saint-Georges, en Guyane, et Oiapoque, dans l'État brésilien de l'Amapá. Achievé en 2011, il a attendu six ans avant d'être ouvert à la circulation, en 2017. Il demeure aujourd'hui l'un des ouvrages les plus sous-employés de l'espace atlantique : quelques véhicules par jour franchissent la seule frontière terrestre entre l'Union européenne et le Brésil.

Ce pont dit tout.

Il dit que l'infrastructure de la coopération franco-brésilienne existe : un partenariat stratégique depuis 1997, un accord de défense depuis 2008, une coopération spatiale ancienne, des dialogues ministériels, des groupes de travail transfrontaliers. Et il dit qu'il manque quelque chose qui ne se construit ni en béton ni en traités : une doctrine. Une manière commune de penser l'espace que la France et le Brésil partagent — et que presque personne ne regarde comme un ensemble.

Cet espace a deux noms. Le Brésil a nommé le sien il y a vingt ans. La France commence à mesurer le sien. Le présent texte propose de les penser, enfin, ensemble.

II. Le précédent brésilien : l'Amazônia Azul

Le 25 février 2004, dans les colonnes de la *Folha de S.Paulo*, le commandant de la Marine brésilienne, l'amiral d'escadre Roberto de Guimarães Carvalho, publie un article intitulé « A outra Amazônia » — l'autre Amazonie. Il y accomplit un acte de doctrine dont la portée dépasse de loin le vocabulaire : il donne un nom à la mer.

L'« Amazônia Azul » — l'Amazonie Bleue — désigne depuis lors le territoire maritime du Brésil : environ 5,7 millions de kilomètres carrés d'eaux juridictionnelles, l'équivalent des deux tiers de la superficie continentale du pays. « Toute richesse finit par devenir objet de convoitise, imposant à son détenteur le fardeau de sa protection », écrivait l'amiral. Le geste était simple. Ses effets furent profonds.

En nommant cet espace, la Marine l'a rendu pensable. En le rendant pensable, elle l'a rendu gouvernable. L'Amazonie Bleue est devenue un objet de pédagogie nationale — dans un pays où un tiers des habitants n'a jamais vu la mer —, un cadre de planification et un argument d'État : le relevé de la plateforme continentale (LEPLAC), le programme de sous-marins PROSUB — né du partenariat stratégique franco-brésilien de 2008 —, la surveillance maritime, et une diplomatie juridique patiente qui a conduit, en mars 2025, à la reconnaissance par la Commission des limites du plateau continental des Nations unies d'une extension de 360 000 km² sur la marge équatoriale.

La leçon dépasse le Brésil : nommer un espace, c'est commencer à le gouverner.

Et la géographie énonce une évidence que la diplomatie n'a pas encore pleinement saisie : cette marge équatoriale que le Brésil vient d'étendre s'arrête exactement là où commence la mer de la France.

III. Le miroir français : la Guyane Bleue

Car la France est une puissance amazonienne et sud-atlantique.

Non par métaphore, mais par géographie. Par la Guyane, la France partage avec le Brésil sa plus longue frontière terrestre — environ 730 kilomètres, davantage qu'avec l'Espagne. Par la Guyane, l'Union européenne est riveraine de l'Amazonie, voisine du Brésil, présente dans l'Atlantique équatorial avec une zone économique exclusive d'environ 130 000 km². Par la Guyane, enfin, l'Europe accède à l'espace : Kourou lance depuis plus d'un demi-siècle les fusées du continent depuis la forêt amazonienne.

La Guyane concentre aussi, à échelle réduite, toutes les tensions du siècle. L'orpaillage illégal — quatre à huit tonnes d'or extraites chaque année, contre environ une tonne par la filière légale, selon les évaluations récentes — y prospère sur les porosités du Maroni et de l'Oyapock, corridors d'une économie de l'ombre qui relie le plateau des Guyanes aux routes atlantiques des trafics vers l'Europe. La pêche illégale y pille des eaux parmi les plus poissonneuses de la région. Et, en profondeur, un sous-sol dont l'inventaire minier, relancé en 2025, dira d'ici 2028-2029 ce qu'il recèle de lithium, de niobium, de tantale et de terres rares.

Or, entre 2022 et 2026, la France a commencé — pièce par pièce — à penser cet actif : rapport Varin sur la sécurisation des approvisionnements critiques, création de la délégation interministérielle DIAMMS, réforme du code minier, rapport sénatorial n°135 appelant à affirmer la France comme acteur régional clé sur le plateau des Guyanes. Les pièces existent. La vision d'ensemble, pas encore. Et le nom non plus.

Nous l'affirmons ici : la Guyane n'est pas une périphérie ultramarine. Elle est la frontière stratégique de l'Europe en Amérique du Sud, et son avant-poste dans l'océan qui vient. À ce prolongement maritime de l'Europe équatoriale — cette ZEE, ces fonds, ces routes, cette façade — nous donnons le nom qui lui revient, en écho délibéré au concept brésilien qui l'a précédé : la Guyane Bleue.

IV. Un seul espace, deux souverainetés

Regardées ensemble, la Guyane Bleue et l'Amazonie Bleue cessent d'être deux marges pour devenir ce qu'elles sont : un seul espace stratégique, sous deux souverainetés pleines, appelant une responsabilité partagée.

Cet espace est d'abord un continuum physique : le grand système de l'Amazone et de ses sédiments, le récif amazonien découvert en 2016, le bassin Guyane-Suriname devenu l'une des frontières pétrolières les plus dynamiques du monde, les fonds équatoriaux et leurs ressources minérales. Il est ensuite un continuum de flux : routes commerciales, câbles sous-marins, pêches et trafics, qui ignorent les frontières mieux que quiconque.

Quatre agendas y convergent, où les intérêts français, brésiliens et européens se recoupent davantage qu'ils ne s'opposent.

Les minerais critiques. L'Europe importe de Chine 90 à 98 % de ses terres rares ; le règlement européen sur les matières premières critiques de 2024 a fait de la diversification un impératif inscrit dans le droit. Le Brésil détient, avec l'Élévation du Rio Grande et sa plateforme étendue, l'un des potentiels sous-marins les plus prometteurs de l'Atlantique ; la Guyane inventorie le sien. Aucun des deux ne transformera ce potentiel en souveraineté sans capacités scientifiques, industrielles et normatives — capacités précisément complémentaires, de l'Ifremer au Service géologique du Brésil, des campagnes océanographiques françaises à l'ingénierie offshore brésilienne.

L'énergie offshore. Environ 95 % du pétrole et du gaz brésiliens sont déjà produits en mer ; la marge équatoriale s'ouvre ; les énergies marines suivront. La vraie question n'est pas d'opposer exploitation et préservation : elle est de définir, souverainement et scientifiquement, les conditions d'une mise en valeur responsable — et d'en faire un standard régional plutôt qu'une exception.

La sécurité maritime et fluviale. Or illégal, pêche non déclarée, stupéfiants : les mêmes réseaux exploitent les mêmes porosités, du Maroni aux routes atlantiques. Aucune réponse strictement nationale n'a suffi ; aucune ne suffira. La coopération navale franco-brésilienne a déjà un précédent industriel majeur ; il lui manque une doctrine d'emploi commune dans l'espace même qui réunit les deux marines.

La connaissance et l'économie bleue. Biodiversité, bioéconomie, océanographie, spatial : de Kourou aux programmes de recherche des deux rives, l'espace Guyane Bleue–Amazonie Bleue peut devenir un laboratoire mondial de connaissance de l'océan équatorial — condition première de toute gouvernance sérieuse.

Une précision s'impose, car elle est la clef de voûte de ce texte. Rien, ici, ne propose de partager ce qui ne se partage pas : la souveraineté. L'Amazonie Bleue est brésilienne ; la Guyane Bleue est française et européenne ; et ce manifeste tient pour définitivement close toute rhétorique d'internationalisation des espaces amazoniens, terrestres ou maritimes. Ce qui se partage, c'est autre chose : la connaissance, la sécurité coopérative, les standards, l'anticipation — la responsabilité d'un voisinage que la géographie a rendu irrévocable.

Un seul espace, deux souverainetés, une responsabilité partagée : telle est la doctrine que nous proposons.

V. Ce qui manque

Rien de ce qui précède n'est inconnu des chancelleries. Tout, ou presque, existe à l'état de fragment.

Le partenariat stratégique de 1997. L'accord de défense de 2008 et les sous-marins qui en sont nés. Le plan d'action de mars 2024 et son Dialogue de haut niveau sur la transition énergétique et les minéraux stratégiques. Le groupe de travail transfrontalier. Les coopérations scientifiques, halieutiques, environnementales. Les instruments s'empilent — sectoriels, intermittents, méritoires.

Mais aucune enceinte ne pense l'ensemble. Aucun rendez-vous régulier ne réunit, autour de cet espace précis, décideurs, militaires, industriels, chercheurs et élus des deux rives. Aucun corpus doctrinal commun n'existe, que puissent citer indifféremment Paris, Brasília, Cayenne ou Bruxelles.

Pendant ce temps, la fenêtre est ouverte — et les fenêtres se referment. Côté français, la convergence institutionnelle de 2022-2026 a créé un alignement rare. Côté brésilien, la reconnaissance de 2025

étend la souveraineté maritime au moment même où la marge équatoriale s'ouvre. Côté européen, l'urgence des dépendances critiques est désormais écrite dans le droit. Et d'autres acteurs, étatiques et non étatiques, lisent cette carte aussi attentivement que nous — les rapports parlementaires français documentent déjà leurs appétits.

Les fenêtres stratégiques ne récompensent que ceux qui les franchissent.

VI. La proposition : l'Institut Atlantique Sud

C'est pour franchir celle-ci que nous avons fondé l'Institut Atlantique Sud.

Institut indépendant, bilingue, franco-brésilien par construction — ancré à Paris et à São Paulo, demain à Cayenne —, l'IAS se donne trois missions.

Produire la doctrine. Des notes de recherche et de position, documentées, sourcées et librement citables, sur la souveraineté, la géoéconomie et la sécurité de l'espace Guyane Bleue–Amazonie Bleue. Ce travail est engagé : quatre publications depuis 2026, de l'analyse du contexte minier français en Guyane à la proposition d'un fonds franco-européen dédié aux minerais critiques.

Éclairer la décision. Une lecture structurelle et anticipatrice des vulnérabilités — hybrides, institutionnelles, logistiques — du plateau des Guyanes et de l'Atlantique équatorial, au service des décideurs publics et des acteurs économiques des deux rives, pour identifier les points de bascule avant qu'ils ne deviennent des crises.

Convoquer le dialogue. Un rendez-vous stratégique annuel France-Brésil, réunissant les acteurs de cet espace. La première édition se tient à Paris en novembre 2026.

L'Institut Atlantique Sud n'est le porte-parole d'aucun État, d'aucun parti, d'aucun intérêt privé. Il parle depuis un lieu précis : la conviction que la France et le Brésil ont, dans l'Atlantique Sud, davantage à construire ensemble que séparément — et qu'il manquait une institution dont ce fût l'unique objet.

VII. L'appel

Nous appelons les institutions publiques françaises, brésiliennes et européennes — ministères, armées, agences, collectivités de Guyane et des États du Nord du Brésil — à considérer cet espace comme un ensemble, et à doter leur coopération de l'enceinte qui lui manque.

Nous appelons les entreprises de l'énergie, des minerais, du spatial, du numérique et de la mer à regarder l'Atlantique équatorial non comme une périphérie logistique, mais comme l'un des théâtres où se jouera leur siècle.

Nous appelons les chercheurs, les universités et les instituts des deux rives à faire de cet océan partagé un objet commun de connaissance.

Nous appelons enfin celles et ceux — fondations, mécènes, citoyens — qui veulent que l'amitié franco-brésilienne devienne une puissance concrète, à rejoindre et à soutenir l'Institut Atlantique Sud.

L'Atlantique Sud n'est pas une périphérie du monde. C'est un centre qui s'ignore encore.

Le pont existe. Traversons-le.

Antoine Bachelin Sena — Président Fondateur, Directeur de la Stratégie

Arthur Machado — Vice-Président, Directeur des Relations Internationales & Partenariats.

Renato Giraldi — Développement Commercial & Institutionnel.

Institut Atlantique Sud — Paris · São Paulo · Cayenne

www.institutatlantiquesud.org

Repères documentaires

- Marine du Brésil — concept « Amazônia Azul » (R. de Guimarães Carvalho, « A outra Amazônia », *Folha de S.Paulo*, 25 février 2004) ; programme LEPLAC ; CLPC/ONU, extension de la marge équatoriale (mars 2025).
- Philippe Varin, *Sécuriser l'approvisionnement de l'industrie en matières premières minérales*, rapport au gouvernement, janvier 2022 ; décret n°2022-1550 créant la DIAMMS.
- Présidence de la République, *Plan d'action du partenariat stratégique France-Brésil*, 28 mars 2024 (incluant le DTEMS).
- Sénat, *Le Plateau des Guyanes : affirmer la France comme un acteur régional clé*, rapport d'information n°135 (2025-2026).
- Règlement (UE) 2024/1252 du 11 avril 2024 (*Critical Raw Materials Act*).
- Institut Atlantique Sud, publications 2025-2026 : *Guyane Bleue et Amazonie Bleue* (note de recherche) ; *Le contexte stratégique français sur les minerais critiques et la Guyane* (note de position) ; *FFEMC — Fonds franco-européen pour les minerais critiques de la Guyane Bleue* ; *L'Amazonie Bleue, cœur énergétique du Brésil au XXI^e siècle* ; *La stratégie Takaichi de deep-sea mining*.